

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 septembre 2023

PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR LES ANNÉES 2023 À 2027 - (N° 1675)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 18

présenté par

M. Guiraud, M. Arenas, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 10

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

"Cet amendement vise à contester l'objectif absurde et délétère de stabilité "au plus" des emplois pour l'Etat et ses opérateurs de 2023 à 2027 prévu à cet article.

En d'autres termes, il s'agit d'entériner dès à présent le pire, prévenant tout recrutement au global, alors que les services publics sont déjà dans un état de détresse absolue, dans les services sociaux, dans les écoles, dans les hôpitaux. Cet article démontre un mépris et une méconnaissance profonde de la situation des services publics, en particulier dans les territoires ruraux et les quartiers populaires.

Alors que le ministère de l'Intérieur annonce en grande pompe le recrutement de 8 500 nouveaux policiers et gendarmes, cet article implique que ce recrutement n'est au mieux que le remplacement

d'agents actuellement en poste, au pire au prix de la suppression de 8 500 postes dans nos écoles et dans nos hôpitaux.

Fermeture de services d'urgence, salles de classes surchargées, accès aux droits toujours plus restreint... Alors que les besoins vont continuer de s'accroître pour faire face aux défis de la planification écologique, de la rénovation énergétique des bâtiments, de la remise à niveau de notre système de santé, de la nécessité de recoudre le tissu social, la droite fixe comme seul horizon l'agonie des services publics. Enfin cet article est en contradiction avec les fanfaronnades de créations d'emploi nettes dans le secteur public.

Par conséquent, nous appelons à la suppression de cet article idéologique, inique et déconnecté."